

Souvent comparé à Nelson Mandela, le dirigeant palestinien Marwan Barghouti est détenu, depuis 2002 soit depuis 21 ans.

À la tête des luttes populaires dans les territoires occupés et dirigeant du Fatah, Marwan Barghouti est le dirigeant palestinien le plus populaire parmi les Palestiniens jusque dans la bande de Gaza.

Engagé aux côtés de Yasser Arafat, il représente la continuité et la légitimité de la lutte pour les droits nationaux du peuple palestinien, pour **un État de Palestine laïc, progressiste et indépendant, aux côtés de l'État d'Israël.**

Il est aujourd'hui le seul capable de porter les aspirations de son peuple et l'exigence de paix, à l'encontre du projet intégriste et terroriste du Hamas à l'hégémonie sur le mouvement palestinien.

Pour assurer une perspective politique de paix, le gouvernement israélien doit libérer les prisonniers retenus arbitrairement dans les prisons israéliennes au mépris du droit international.



**Libération
de Marwan
Barghouti !**



La France doit agir afin que la communauté internationale obtienne du gouvernement israélien que Marwan Barghouti soit libéré

comme elle-même avait su le faire en concluant une « paix des braves » avec les dirigeants du mouvement national algérien, en 1962. Elle doit agir pour une paix juste et durable en exigeant la fin de la colonisation et la reconnaissance de l'État de

Palestine sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, aux côtés de l'État israélien, pour que les deux peuples réconciliés vivent en paix et en sécurité.

Nous exigeons le cessez-le-feu à Gaza, l'arrêt des exactions de l'armée israélienne et des colons en Cisjordanie, la levée du blocus et la suspension de l'accord UE - Israël.

Il faut rompre l'engrenage de la terreur et des massacres de masse. Les bombardements de l'armée israélienne ont détruit la moitié des habitations de Gaza et ont fait plus de 13000 morts civils palestiniens dont des milliers d'enfants. Plus de 1,7 millions de personnes ont été déplacées et le blocus les prive de tout : nourriture, eau, énergie. Ce sont des crimes de guerre.

Nous exigeons également la libération de tous les otages. Le Hamas et le Djihad islamique détiennent 240 otages, dont 8 français, faits prisonniers lors des attaques terroristes du 7 octobre qui ont conduit à la mort de plus de 1000 civils israéliens. La trêve de quatre jours annoncée le 22 novembre et la libération de 50 otages est un premier pas mais elle n'est pas suffisante. La voix des familles des otages doit être entendue.

J'adhère



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____